

Le montant des transactions bancaires en nette progression durant l'été

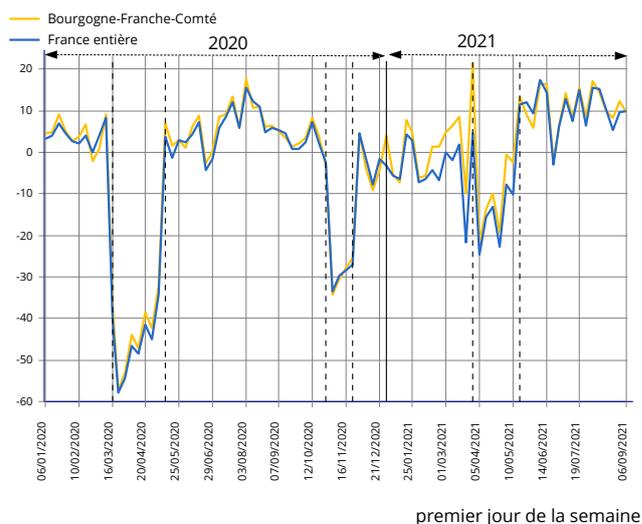
Les transactions par carte bancaire CB, permettant d'estimer l'évolution de la consommation des ménages, ont été moins impactées par la crise sanitaire en 2021 qu'en 2020 ► **figure 2**. Avec le retour des beaux jours et la fin des restrictions de déplacement depuis le 3 mai 2021, elles repartent nettement à la hausse. Elles sont en moyenne supérieures de 10 % à leur niveau de 2019.

Durant les vacances d'été, cette hausse des transactions est particulièrement marquée, avec des opérations qui dépassent nettement celles relevées durant la même période en 2019. Dans la région, elles sont en moyenne 12 % supérieures avec un pic à + 17 % la première semaine d'août.

Cette progression se vérifie également en France métropolitaine. Dans la région, ce sont surtout le Jura et la Saône-et-Loire qui se distinguent. En moyenne, le montant des transactions par carte bancaire CB pour ces deux départements dépasse de plus de 15 % celui des transactions de l'été 2019. En Côte-d'Or et dans le Doubs, la hausse reste conséquente, autour de 10 %. Elle est un peu plus mesurée dans le Territoire de Belfort (+ 7,6 %), un département moins touristique.

Avvertissement : Les données utilisées proviennent de Cartes Bancaires CB et couvrent l'essentiel des transactions par carte bancaire, à l'exception des transactions CB en vente à distance (internet). Elles sont issues d'une extraction de transactions anonymisées et agrégées à l'échelle départementale afin de respecter les exigences de confidentialité.

► 2. Évolution hebdomadaire des montants des transactions par carte bancaire CB par rapport à la même semaine de 2019



Note : Transactions par carte bancaire CB en face à face qui n'incluent pas la vente à distance (internet). Les traits pointillés permettent d'identifier les périodes pendant lesquelles les commerces « non essentiels » étaient fermés sur l'ensemble du territoire métropolitain. Le trait vertical plein indique la dernière semaine de 2020.
Source : Cartes Bancaires CB ; calculs Insee

► Contexte international – Au printemps 2021, l'activité économique s'est redressée dans les pays occidentaux

Au deuxième trimestre 2021, l'activité économique a progressé dans les principales économies occidentales. Cette croissance a principalement été portée par la consommation des ménages, stimulée par l'allègement des restrictions sanitaires, ainsi que par les soutiens budgétaires, notamment aux États-Unis. La reprise se poursuivrait au second semestre, malgré des tensions inflationnistes et des perturbations dans certaines chaînes d'approvisionnement mondiales. En Chine, l'activité a nettement progressé au premier semestre 2021, mais s'essoufferait d'ici la fin de l'année.

► Contexte national – En France, l'activité a rebondi au deuxième trimestre 2021, à la faveur de la levée des restrictions sanitaires

Après une stabilité au premier trimestre, le PIB français a progressé au deuxième trimestre 2021 (+ 1,1 %), l'activité ayant rebondi en mai et en juin après le confinement d'avril. Ce rebond a été notamment tiré par celui de la consommation, avec l'allègement progressif des restrictions sanitaires, mais aussi par l'investissement, qui a dépassé son niveau d'avant-crise. L'emploi salarié, de son côté, a progressé fortement, dépassant fin juin son niveau de la fin 2019. Dans le même temps, l'inflation a nettement augmenté et les entreprises sont nombreuses à se déclarer contraintes par des difficultés d'approvisionnement. Malgré ce contexte, la reprise se poursuivrait au second semestre, l'activité rejoignant à la fin de l'année son niveau d'avant-crise. Au total, le PIB augmenterait de 6 ¼ % en 2021, après sa chute de 8,0 % en 2020.

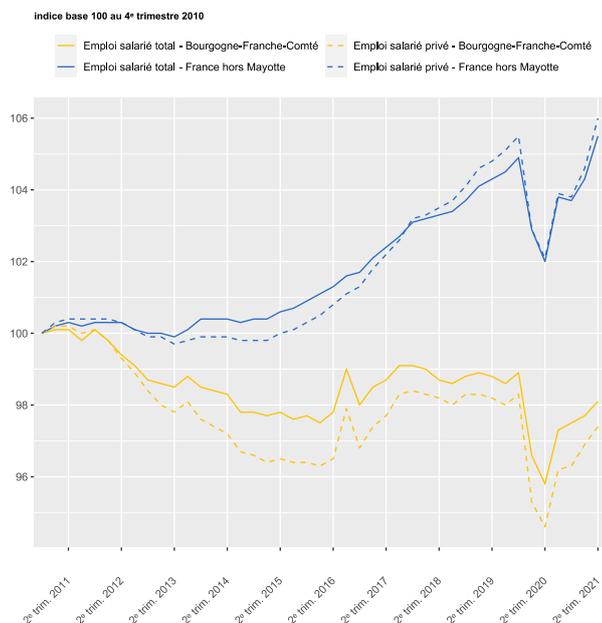
Retour sur le 2^e trimestre : le confinement d'avril impacte peu l'économie régionale

La création d'emplois s'amplifie au deuxième trimestre

Au deuxième trimestre 2021, l'emploi continue sa progression en Bourgogne-Franche-Comté (+ 0,5 %). La hausse est nette avec 4 400 emplois créés ce trimestre, contre 2 300 au trimestre précédent ► **figure 3**. Cette évolution est principalement portée par le secteur privé qui gagne près de 3 900 emplois et progresse de 0,5 %. Après une baisse importante au premier trimestre, l'emploi public repart légèrement (+ 500 emplois).

Le dynamisme de la création d'emploi au deuxième trimestre se retrouve dans quasiment tous les départements de Bourgogne-Franche-Comté. Seul le Territoire de Belfort perd des emplois, - 220 ce trimestre. La progression est particulièrement significative en Saône-et-Loire (+ 0,8 %) et en Côte-d'Or (+ 0,6 %). Dans chacun de ces deux départements, plus de 1 200 emplois ont été créés ► **figure 5**. Comparé au deuxième trimestre 2020 en pleine crise sanitaire, la Bourgogne-Franche-Comté regagne plus de 23 000 emplois (+ 2,4 %). L'emploi dans la région reste néanmoins 0,7 % en dessous de son niveau d'avant-crise, soit 7 000 emplois de moins.

► 3. Évolution de l'emploi salarié



Notes : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

Champ : emploi salarié total.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Urssaf-Caisse nationale, Dares, Insee

Nouvelle baisse de l'emploi intérimaire

Dans la lignée du trimestre précédent, l'intérim accentue son recul dans la région, - 0,9 %. Ce bilan est principalement dû à un repli de l'emploi intérimaire dans les secteurs du commerce et de la construction, qui perdent respectivement 12,1 % et 7,4 % de leurs effectifs. L'emploi intérimaire dans l'industrie diminue également mais plus légèrement (- 0,4 %).

À l'inverse, profitant de la réouverture des terrasses en mai et des salles début juin, l'intérim dans l'hébergement-restauration progresse de près de 50 %. Le tertiaire non marchand conserve également un bon dynamisme et progresse de 3,7 %.

Au niveau départemental, la Haute-Saône accuse un recul de 3,2 % de ses effectifs intérimaires alors qu'ils augmentent de 1,6 % en Saône-et-Loire et de 3,0 % dans le Territoire de Belfort.

Reprise dans l'hébergement-restauration

Le secteur des services marchands hors intérim est celui qui a le plus progressé ce trimestre avec 1,4 % d'effectifs en plus. Il profite nettement du rebond de l'hébergement-restauration dont l'emploi augmente de 9,6 %, soit 2 800 emplois créés ce trimestre. Les services aux ménages enregistrent une hausse de 1,1 %. Secteur resté dynamique pendant la crise sanitaire, la construction se stabilise ce trimestre tout comme l'industrie. La progression de l'emploi dans ces deux secteurs est ralentie par les difficultés d'approvisionnement. Seule l'industrie agro-alimentaire affiche un bilan positif pour les créations d'emplois, + 0,6 %.

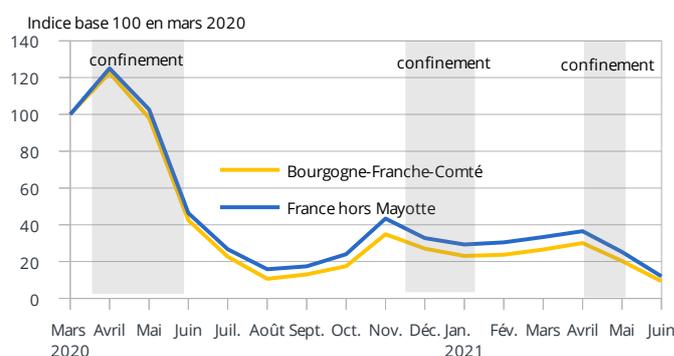
Plus gros employeur de la région, les effectifs des services non-marchands se maintiennent ce trimestre (+ 0,1 %) après la baisse du trimestre précédent.

Les entreprises de la région recourent de moins en moins à l'activité partielle

Fin juin, 31 800 salariés sont encore concernés par une demande d'indemnisation au titre de l'activité partielle en Bourgogne-Franche-Comté ► **figure 4**. Le troisième confinement, en avril, n'a provoqué qu'une hausse de 13,3 % comparée à mars. Le confinement de novembre 2020 avait, lui, entraîné une hausse de près de 100 % des demandes d'indemnisation par rapport à octobre 2020.

En juin, dans la plupart des départements de la région, les demandes d'indemnisation diminuent de près de 70 % par rapport au mois d'avril. La baisse la plus marquée concerne l'Yonne, - 76,7 %. Seul le Territoire de Belfort connaît une baisse moins prononcée, - 68,1 %.

► 4. Salariés concernés par une demande d'indemnisation au titre de l'activité partielle



Source : Insee, Déclarations sociales nominatives

L'emploi frontalier repart à la hausse

Au deuxième trimestre 2021, plus de 39 200 Bourguignons-Franco-Comtois travaillent en Suisse, soit 1,8 % de plus qu'au trimestre précédent. 72 % d'entre eux sont domiciliés dans le Doubs et près de 17 % dans le Jura. Le canton de Vaud est la destination du plus grand nombre de navetteurs de la région. Ils sont plus de 15 000 à traverser la frontière, soit une progression de 1,4 % ce trimestre. Ils sont aussi plus nombreux à se rendre dans le canton de Neuchâtel (+ 1,4 %) et dans celui du Jura suisse (+ 1,8 %). Sur un an, 430 navetteurs supplémentaires font le trajet vers la Suisse (+ 1,1 %). Les effectifs de travailleurs frontaliers augmentent de 0,9 % dans le canton de Vaud et de 0,7 % dans le canton du Jura.

► 5. Évolution de l'emploi salarié (en %) et du taux de chômage (en points) par département au 2^e trimestre

	Emploi salarié			Taux de chômage		
	Effectifs	Évolution		Taux	Évolution	
		T2/T1	annuelle		T2/T1	annuelle*
Côte-d'Or	216 800	+ 0,6	+ 2,8	6,0	+ 0,0	+ 0,4
Doubs	193 400	+ 0,4	+ 1,8	7,3	- 0,1	+ 0,4
Jura	86 300	+ 0,5	+ 3,2	5,5	+ 0,0	+ 0,0
Nièvre	65 400	+ 0,4	+ 1,1	6,7	+ 0,2	+ 0,6
Haute-Saône	66 000	+ 0,1	+ 2,0	6,9	+ 0,0	+ 0,2
Saône-et-Loire	184 100	+ 0,7	+ 3,3	6,8	+ 0,1	+ 0,2
Yonne	107 500	+ 0,3	+ 2,5	7,3	+ 0,2	+ 0,6
Territoire de Belfort	48 700	- 0,4	+ 1,0	9,0	+ 0,0	+ 0,8
Bourgogne-Franche-Comté	968 200	+ 0,5	+ 2,4	6,8	+ 0,0	+ 0,4
France hors Mayotte	25 234 100	+ 1,1	+ 3,4	8,0	- 0,1	+ 0,8

* Les fortes hausses annuelles du taux de chômage s'expliquent par la comparaison avec un taux artificiellement bas lors du deuxième trimestre 2020.

Note : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

Sources : Insee, *taux de chômage localisés Insee, estimations d'emploi* ; estimations trimestrielles Urssaf-Caisse nationale, Dares, Insee

Une stabilité après les fortes variations de l'année 2020

Au deuxième trimestre 2021, le taux de chômage au sens du BIT s'établit à 6,8 % en Bourgogne-Franche-Comté ► **figure 6**.

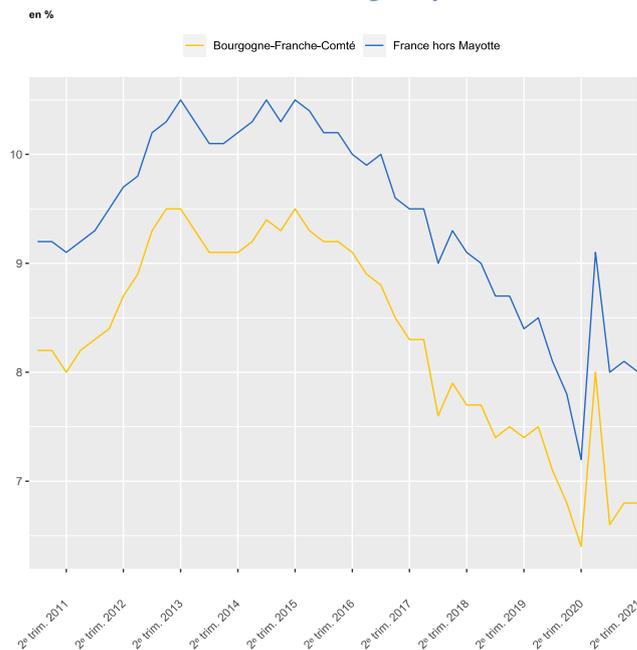
Il se maintient ainsi à un niveau inférieur à celui d'avant-crise, tant au niveau régional que national. Après les fortes fluctuations observées au cours de l'année 2020, le taux de chômage de la région se stabilise au deuxième trimestre.

Le troisième confinement d'avril 2021 n'a pas entraîné de variation forte du taux de chômage. Le pic épidémique a pu être géré sans recourir à des fermetures supplémentaires d'établissements aux effets importants sur la disponibilité des salariés et les besoins d'emplois. Par ailleurs, le recours à l'activité partielle est en recul, participant à la réduction du sous-emploi, c'est-à-dire au nombre de salariés travaillant moins que ce qu'ils ne voudraient.

Avertissement sur le marché du travail : La situation des personnes sur le marché du travail a été fortement affectée depuis le début de la crise sanitaire (secteur d'activité à l'arrêt, contrainte de garde d'enfant par exemple). Pour être considéré comme chômeur, il faut être sans emploi, disponible pour travailler et avoir fait des démarches actives de recherche d'emploi. La baisse du chômage au sens du BIT ne traduit pas une amélioration du marché du travail mais un effet de confinement des personnes sans emploi. L'introduction de la déclaration sociale nominative (DSN) peut entraîner des révisions accrues sur les données, durant la phase de montée en charge du dispositif.

Comparé au trimestre précédent, le taux de chômage reste stable dans l'ensemble des départements de la région ► **figure 5**. Le Territoire de Belfort reste le seul département de la région où le taux de chômage est plus élevé qu'au niveau national.

► 6. Évolution du taux de chômage depuis 2011



Note : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

Source : Insee, *taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisé*

Le nombre de demandeurs d'emploi amorce un repli

Après une augmentation au trimestre précédent, le nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) diminue légèrement (- 0,3 %) ce trimestre et s'établit en moyenne à 221 000.

L'amélioration est plus franche pour les personnes sans emploi (catégorie A) dont les inscriptions reculent de 1,1 %. À l'inverse, la situation se dégrade pour celles exerçant une activité réduite (catégories B et C), + 0,8 %. Cela concerne particulièrement les plus de 50 ans dont les inscriptions progressent de 1,9 %.

Le nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans toute catégorie confondue est en net recul ce trimestre (- 1,7 %) comme sur un an (- 7,0 %). Ils restent néanmoins 5,9 % d'inscrits en plus qu'avant la crise sanitaire.

La situation des demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an se dégrade encore ce trimestre mais à un rythme moindre (+ 0,4 % contre + 3,7 % au premier trimestre). La région compte désormais près de 111 000 demandeurs d'emploi de longue durée. En hausse constante depuis début 2020, leur nombre progresse de 14,1 % par rapport au premier trimestre 2020. ●

Frédéric Biancucci, Marie-France Piale, Bénédicte Piffaut, (Insee)

► Pour en savoir plus

- Après l'épreuve, une reprise rapide mais déjà sous tensions, *Insee Note de Conjoncture* octobre 2021.
- Au 2^e trimestre 2021, l'emploi retrouve de la vigueur, *Insee Flash Bourgogne-Franche-Comté* n° 140, octobre 2021.
- Des indicateurs conjoncturels régionaux sont disponibles dans le Tableau de bord conjoncturel sur insee.fr.

